



HAL
open science

Les relations ambivalentes entre l'Université péruvienne et le pouvoir au cours du premier quart du XXe siècle

Patricia Salinas Desmond

► To cite this version:

Patricia Salinas Desmond. Les relations ambivalentes entre l'Université péruvienne et le pouvoir au cours du premier quart du XXe siècle. GIS Réseau Amérique latine. Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, 3-4 novembre 2005, Université de La Rochelle, Nov 2005, La Rochelle, France. 12 p. halshs-00150833

HAL Id: halshs-00150833

<https://shs.hal.science/halshs-00150833v1>

Submitted on 31 May 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Les relations ambivalentes entre l'Université péruvienne et le pouvoir
au cours du premier quart du XX^e siècle**

Patricia SALINAS DESMOND – Université Paris III

Au Pérou, entre 1900 et 1920, l'Université péruvienne est dominée par l'Université de San Marcos de Lima, qui accueille des étudiants, issus de la classe dirigeante. Jusqu'en 1919, durant la République aristocratique, l'Université est marquée, successivement, par la volonté de régénération après le traumatisme de la Guerre du Pacifique, par les mythes du progrès et de la modernisation, par la lutte entre positivisme et spiritualisme et, en fin de période, sous la dictature oligarchique, par la réforme universitaire et la radicalisation du mouvement social. Elle apparaît, pendant ce quart de siècle, comme le lieu privilégié du discours sur la nation, le creuset de la formation des élites et l'antichambre du pouvoir où se préparent des lois et où se forgent des politiques sur l'éducation, la question sociale ou la modernisation de l'Etat. L'analyse des articles parus dans la revue de l'Université, la *Revista Universitaria*, et les biographies des figures universitaires dominantes révèlent les rapports complexes et ambivalents, de la connivence à la contestation, entre l'institution universitaire, ses enseignants et les pouvoirs économiques, politiques et militaires.

En ces débuts du XX^e siècle, Lima est le centre du pouvoir et l'Université de San Marcos de Lima le centre de l'Université. Même si l'autonomie et l'affirmation identitaire régionale de quelques universités de Province, celles d'Arequipa, de Trujillo, et surtout l'Université San Antonio Abad du Cusco, se manifestaient déjà, avec un effectif de quelques centaines d'inscrits (868 par exemple en 1910, en additionnant les effectifs des différentes facultés, sachant qu'il y a de nombreuses doubles voire triples inscriptions), elle accueille alors sept étudiants sur dix.

Depuis 1895, s'était installé au Pérou ce que l'on a appelé la "República aristocrática", un régime oligarchique qui ne défendait que les intérêts de l'élite créole et qui durera un quart de siècle, remplacé en 1919, par le "Oncenio" du dictateur Augusto Leguía. Le principe de la "República aristocrática" était simple : le pouvoir central

s'appuyait sur le pouvoir local, sur des centres de décision privés ¹, sur le clientélisme des propriétaires fonciers et les intérêts particuliers. Une organisation qui générait une administration corrompue soumise aux pouvoirs locaux, au capital étranger et au pouvoir économique de quelques-uns.

Avec un système éducatif pyramidal, tel qu'entre 1900 et 1920, seulement de 100 à 150 000 enfants étaient scolarisés dans le primaire, entre 10 et 20 000 dans le secondaire et entre 1 000 et 1600 étudiants seulement dans les universités ; et un vote censitaire, qui offrait la participation électorale à 2 % de la population, la plupart des 3 à 4 millions de Péruviens étaient exclus de l'éducation et du jeu politique et économique. Aller à l'Université et être reconnu en tant que citoyen était finalement, sauf exceptions, le privilège de la fortune ².

Ce pouvoir oligarchique s'exerçait à travers des réseaux de reconnaissance et d'intérêts partagés. Il reposait sur une élite citoyenne, plus large que l'ensemble des familles dominantes au sens strict, qu'on pourrait appeler le "cercle social supérieur". Cette notion assez proche du concept de "groupe de référence et d'appartenance" ³ utilisé par la sociologie structurale. A la manière de la Grèce antique, ces citoyens s'intéressaient à la "res publica", agissaient et se reconnaissaient à travers des réseaux multiples (surtout sociaux et culturels) ⁴. Mais politiquement, l'oligarchie n'avait pas d'autre programme que son bien-être et surtout le maintien de son pouvoir et de ses privilèges. Elle n'avait pas de véritable projet politique national.

Dans une capitale, Lima, devenue le siège de tous les pouvoirs, le centre unique de décision et la scène politique principale, scène du gouvernement, lieu d'exercice du centralisme, héritage de la vice-royauté et d'un modèle républicain teinté de bonapartisme,

¹ Les centres de décision privés sont la marque de l'appartenance élitaire, socialement, économiquement ou politiquement. Exemples : le "Country Club", le "Club Nacional", des organismes consulaires comme la Chambre de commerce (créée en 1898), des associations corporatives telles "la Sociedad Nacional de Industria"(1895), "de Minería", "Agraria", (créées en 1896), "Asociación de Ganaderos del Perú", "de Criadores de Lanares del Perú" (créées en 1915), les partis au pouvoir (le "Partido Civil", le "Partido Demócrata").

² José DEUSTUA, José Luis RÉNIQUE, *Intelectuales, indigenismo y decentralismo en el Perú, 1897-1931*, Centro de Estudios rurales andinos "Bartolomé de las Casas", Cusco, 1984, pp. 7, 22, 30-33.

³ Pour la définition du concept de "groupe de référence et d'appartenance", voir Janine BREMOND, Alain GELEDAN, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, Paris, 1981, p. 67. Nous avons préféré ce terme à celui de classe, qui a un double sens. Un premier, dans la terminologie sociologique : "Les classes sont des groupes d'individus présentant une certaine homogénéité par rapports à certains critères." Et un second, dans la terminologie marxiste, devenu plus courant et plus connoté par les luttes politiques.

⁴ Dennis GILBERT, *La oligarquía peruana. Historia de tres familias*, Ed. Horizonte, 1982, p. 241, montre que la notion de "cercle social supérieur" rend bien compte de cette réalité sociale et culturelle complexe.

la reproduction de l'élite et de ses réseaux reposait sur son Université, qui formait à la gouvernance les jeunes gens de la bonne société. Quelles que soient, au fond, les polémiques d'alors sur l'éducation, entre former une élite éclairée, comme le prônait Alejandro Deustua, ou faire de l'université le sommet d'une pyramide éducative fonctionnelle, comme le défendait Manuel Vicente Villarán, l'Université de San Marcos était le creuset de la formation des élites.

La nomenclature des noms de plus de 200 auteurs, doctorants ou professeurs à l'Université de San Marcos, l'analyse de plus de leurs 600 articles parus dans *la Revista Universitaria* et les biographies des figures universitaires dominantes montrent que, pendant ce quart de siècle, l'Université a été d'abord l'antichambre du pouvoir où se formaient les futurs dirigeants, où se préparaient des lois et où se forgeaient des politiques sur l'éducation, la question sociale ou la modernisation de l'Etat. L'Université était alors le lieu privilégié du discours des élites sur la nation.

Quels sont les profils de ces doctorants et enseignants ? Ils sont d'abord majoritairement jeunes et liméniens. Huit sur dix d'entre eux ont moins de 40 ans et 2 sur 3 sont originaires de Lima. Ils appartiennent à la société de la capitale, figée dans des classes et dans un ordre qui paraissait immuable, dans lequel la mobilité sociale était quasiment nulle, mais où, exceptionnellement, la mobilité socio-professionnelle, pour ceux, rares, qui avaient eu accès à l'Université, pouvait être importante, verticalement dans l'échelle des statuts sociaux, horizontalement dans l'éventail des professions et des postes occupés. Parmi les très rares signataires d'origine plutôt populaire, il y a quelques noms célèbres dans le mouvement des idées et la production de connaissances au Pérou : le philosophe, député, ambassadeur et ministre Alejandro Deustua, l'anthropologue et député Julio C. Tello, le juriste et ministre Alberto Salomón et le mathématicien et sénateur Federico Villareal.

La majorité de ces jeunes universitaires (83 %) sont nés et ont été éduqués dans des familles appartenant au "cercle social supérieur", même si les origines vraiment aristocratiques (comme José de la Riva Agüero ou Juan Bautista de Lavallo) ou directement oligarchiques (comme Felipe Barreda y Laos et Javier Prado) sont minoritaires. La majorité des signataires d'articles ont occupé, parfois simultanément, des postes d'enseignement, des postes de direction pédagogique ou administrative, des fonctions électives, des charges ministérielles et pour certains des activités de chefs d'entreprises.

Leurs parcours se ressemblent tous. Après une scolarité primaire et secondaire dans

un collègue réputé, ils sont entrés à l'Université de San Marcos, entre quinze et dix-sept ans, ont poursuivi au moins deux filières d'études, voire trois, mélangeant les disciplines (lettres, droit, esthétique ou sciences politiques) jusqu'à l'obtention du doctorat, grâce à des thèses rapides de "bachiller", "licencia" et "doctorado", qui ne faisaient alors que quelques pages. Puis une fois leurs études terminées, ces diplômés ont été cooptés comme professeurs par l'Université, où ils enseignent quand ils le désirent. Ils portent surtout le titre de docteur en droit, souvent avec un titre d'avocat (huit sur dix), peut être sont-ils en plus docteur en sciences politiques ou en lettres, autant de filières et de titres qui ouvrent les portes du pouvoir central.

Beaucoup de ces doctorants et professeurs ont eu un engagement politique, parfois alors qu'ils étaient étudiants, presque toujours dans les partis politiques auxquels adhéraient leurs familles. Cela les a conduit, souvent, à se présenter aux suffrages électoraux et à occuper une charge élective. Parmi les profils que nous avons étudiés, plusieurs ont été maires de Lima (le second personnage de la capitale, après le Président), la moitié, ont été députés et hors de ces charges électives, haut fonctionnaires ou ambassadeur., le quart ont siégé au sénat, 15 % ont été ministres (certains plusieurs fois) ; cinq furent premiers ministres, trois ont été candidats à des élections présidentielles et un a été Président de la République. Enfin, plus du tiers des auteurs les plus publiés dans la revue ont, tout au long de leur vie, exercé en plus une activité de rédacteurs ou de chroniqueurs dans la presse quotidienne ou magazine. Certains ont même été créateurs de nouveaux titres de presse.

Membres du Cercle social supérieur ⁵ (collèges, Université, parti, classe politique, associations diverses), par acquisition d'une position sociale pour quelques-uns, par origine familiale pour la plupart, ces jeunes intellectuels sont cooptés par les administrations centrales, comme ils sont cooptés par l'Université. L'Université est aussi le miroir du pouvoir, parce que s'expriment en son sein les solidarités de parenté et les unions matrimoniales entre les familles dominantes : celles de la famille directe ou des familles alliées ⁶. Fidélité familiale et mimétisme pour la plupart, identification et complicité, pour

⁵ Comme le remarquait, avec une ironie mordante et polémique, l'auteur "aprista" anonyme dans l'article, déjà cité, paru dans *La Tribuna*, en 1933, intitulé "Filtrando a los García Calderón", auquel Ventura García Calderón et Rafael Belaúnde répondirent, in Ventura GARCÍA CALDERÓN, *Nosotros*, p. 13.

⁶ Sebastián SALÁZAR BONDY, *Lima la horrible*, Ediciones Era SA, México, 1964, pp. 16-19, décrit, avec très grande justesse, selon nous, les comportements d'imitation et de transformation générés par la capitale, selon un modèle hérité de la Colonie, qui s'il était toujours à l'œuvre dans les années 1960, l'était d'autant plus dans les deux premières décennies de ce même siècle.

ceux d'origine populaire, comme le montrent les parcours de Deustua, de Salomón ou de Villareal, déjà cités.

A titre d'exemple, en ne nous servant, banalement, que des patronymes et matronymes de neuf d'entre eux, nous avons mis en évidence des liaisons de parenté entre plus de trente signataires, dont des familles de la grande oligarchie. Exemples : Felipe Barreda y Laos, à travers les Laos, a des liens avec la famille de Javier Prado ⁷. — le seul dont nous possédions un arbre généalogique publié — Les Laos sont liés à la famille Garland, grâce à la famille Argüelles et avec les frères Miró Quesada et via les Osma, avec José de la Riva Agüero. Víctor Andrés Belaúnde, via les Diez Canseco, est allié à Pedro Irigoyen. Luis Antonio Eguiguren est parent avec la famille Checa. Juan Bautista de Lavalle, avec les familles de la Torre, Delgado, García et Pardo. Carlos Enrique Paz Soldán a des parentés avec les familles Ureta, Unánue, Moreyra, Alayza. Javier Prado, enfin, grâce à sa nombreuse famille, est lié avec les familles Garland, Sosa, Pastor, Rey (donc avec les García Calderón), Montero, Miró Quesada, Ferrand, Moreyra, Berckemeyer (l'une des familles oligarchiques les plus riches du Pérou), García et via les Peña, avec les familles García Miró, Pardo, Gallagher, Orbegoso et Ferreyros. Les relations inter-familiales, l'Université et les pouvoirs économiques et politique sont bien au centre des réseaux de référence et d'appartenance ⁸.

Ces liens entre l'Université et le pouvoir, évidents par les liens familiaux, le sont tout autant par l'occurrence des sujets traités dans la revue tout au long de la période et leurs liens avec les événements et les préoccupations du pouvoir. Portant sur les questions centrales qui se posaient alors au Pérou : la modernisation de l'appareil d'Etat, l'identité nationale, le problème des frontières, l'éducation et le règlement de la question indigène, le choix des articles et leurs dates de publications ne sont pas le fruit du hasard.

Le droit, les sciences politiques et les relations internationales y occupent une position centrale (la moitié des articles). Les relations entre les sujets publiés et l'actualité, les lois, réformes et politiques gouvernementales, promulguées ou mises en œuvre, apparaissent clairement quand on compare des courbes de fréquences entre chronologies

⁷ Felipe PORTOCARRERO SUÁREZ, *El imperio Prado*, p. 240-241. En analysant l'arbre généalogique des Prado, en particulier de la branche Prado y Ugarteche, l'auteur montre leur appartenance au monde social et culturel de l'oligarchie, leur système de références culturelles et surtout un modèle de nuptialité où domine une endogamie oligarchique. Felipe Portocarrero montre aussi les lieux de même appartenance (entre autres : le Club Lawn Tennis, le Casino de Chorrillos, le Club de Regatas ou le Club Nacional).

⁸ Alberto FLORES GALINDO, *Obras completas*, tome II, p. 150, note à propos de la mentalité "oligarchique", après avoir remarqué que la "caballerosidad" servait de modèle à toutes les couches de la société.

des parutions et des événements. Les articles publiés dans la *Revista Universitaria* précèdent parfois les mesures et les décisions politiques, ils les accompagnent toujours, les éclairent ou proposent à posteriori un cadrage et des règlements d'application.

Les textes des années 1906 à 1908 abordent par exemples les questions de *La posesión de un título internacional, La reforma des código penal, La legislación industrial, La condición legal de las comunidades indígenas, Nuestros límites con la República de Ecuador, Cuestión de límites entre Perú y Colombia, La educación nacional y la influencia extranjera*. Or de 1904 à 1908, sous le gouvernement de José Pardo, se reporte le plébiscite concernant Tacna et Arica, se crée la Cerro de Pasco Mining Company et se lance l'exploitation amazonienne à la recherche de sources nouvelles de matières premières et de grands programmes d'infrastructure (création de la Compañía Peruana de Vapores, mise en chantier des lignes de chemin de fer Lima-Huancayo et Cusco-Puno), et se décide la scolarité obligatoire.

Autres exemples : pendant les années 1908-1913, celles du premier gouvernement civil et constitutionnel d'Augusto Leguía, une réforme du système éducatif est mise en chantier, sont créées les grandes industries exportatrices (exemple la compagnie du guano), se développent les industries de transformation et sont votées les premières lois sur les accidents du travail. Pendant cette même période, la revue publie, entre autres, *Sobre la enseñanza universitaria, Los programas de la 2ª enseñanza, Cultura general y técnica, La mediación americana durante la Guerra del Pacífico*, une quinzaine d'articles sur les Constitutions et l'organisation de l'Etat, *El régimen legal de las compañías anónimas, Responsabilidad de los empresarios en los accidentes del trabajo, El código de minería*.

Enfin, autre illustration après 1913, les publications portent, par exemple sur *Las compañías cooperativas, El contrato de enganche, El derecho internacional público, Causas de la criminalidad indígena en el país, La organización social y legal del trabajo en el Perú, La lista negra y el comercio neutral*. Or, jusqu'au coup d'Etat d'Augusto Leguía de 1919, Le Pérou voit se succéder, pendant cette période, des coups d'Etats militaires, des "juntas de gobierno" et des gouvernements de plus en plus corrompus, sur fond de guerre mondiale, de crise économique agricole et minière, de manifestations ouvrières, de révoltes paysannes indiennes et de révolutions au Mexique et en Russie.

Une corrélation existe bien entre les événements politique, économique, sociaux, externes ou internes à l'Université, et le choix des sujets publiés dans sa revue. Pour préparer, prévenir ou commenter les politiques, la revue privilégie certains thèmes, selon une hiérarchie thématique qui s'est modifiée au cours des années, en trois périodes

distinctes : celle de l'héritage de la guerre du Pacifique et d'appel à la régénération, celle de la réflexion et de la critique du système politique, et enfin, celle de la confrontation avec la réalité nationale et internationale.

Ces hommes de 1900, à travers leurs origines, leurs trajectoires et leurs écrits, illustrent bien le processus de reproduction des élites, au point de convergence entre politique, économie et culture. Les doctorants et professeurs de l'Université de San Marcos et les signataires de la revue sont profondément marqués par leur origine sociale et l'éducation reçue durant l'enfance et l'adolescence, dans la famille, source d'une première vision du monde, faite de conventions sociales, de sentiment de supériorité, de religion et de fascination pour l'Europe, terre d'origine, au point, parfois, de se sentir étranger dans leur propre pays. Ils sont aussi empreints, à travers leurs études, du sentiment d'appartenir à la grande famille de ceux qui commandent et dirigent l'économie, la culture, la politique et l'Etat.

Ces liens endogènes et cette dépendance de l'Université et des universitaires au pouvoir, s'ils sont certains, se révèlent plus complexes qu'ils n'apparaissent à première vue. Car nous redécouvrons aujourd'hui, grâce à la publication des œuvres, que nombre d'auteurs de cette génération de 1900, tout en étant des agents actifs du renouvellement générationnel des cercles du pouvoir, ont eu le courage de critiquer le milieu dont ils étaient issus et le système dont ils étaient bénéficiaires. Les liens de dépendance s'entremêlent à des liens de contestation.

Car ces jeunes universitaires, doctorants ou professeurs, avaient aussi une haute idée du rôle de l'intellectuel. Ils voulaient faire preuve de rationalité et être modernes. Enfants de la défaite de la Guerre du Pacifique et de la crise d'identité qui s'en suivit, ils désiraient reconstruire et "régénérer" leur pays. L'examen de leurs travaux et des centaines de textes, paru dans la *Revista Universitaria* de San Marcos, met en évidence des points de vue et des niveaux d'engagement fort différents, mais qui participent tous à une tentative de découverte et de dévoilement de la réalité nationale. Ces universitaires sont liés au pouvoir par une relation d'ambivalence, faite à la fois de soumission et de contestation.

A l'Université, ils sont partagés entre les deux courants philosophiques, qui ont marqué la charnière du dix-neuvième au vingtième siècle : le scientisme et le spiritualisme, entre le besoin de rationalité et un profond romantisme, entre l'hispanité et la réalité multiculturelle, entre la revendication latino-américaine et le désir d'Europe. Cette origine sociale et ces influences ont créé chez eux des contradictions et des conflits intérieurs, qui

expliquent en partie les limites de leur radicalisme et une difficulté à juger avec distance et impartialité les situations réelles.

L'Université faisait d'eux des "honnêtes hommes", policés, extrêmement cultivés et de bonne compagnie, qui désiraient une société à leur image. Les uns et les autres, à travers les travaux qu'ils publiaient, les enseignements qu'ils dispensaient, les missions et les postes qu'ils occupaient ont d'abord tenté de faire avancer leurs idées dans le cadre de la "République aristocratique". Les événements de la répression universitaire de septembre 1911 ont joué pour les plus jeunes d'entre eux un rôle déclencheur de critique du pouvoir et d'initiation politique. Leur prise de conscience, même partielle, de la réalité politique et de la nature du pouvoir, a suscité le désir de passer à l'acte, d'innover et d'être, pour leur compte, des acteurs du changement et de la rénovation nationale. Beaucoup ont participé au "Centro Universitario" et aux tentatives d'université populaire, et certains à la "Asociación Pro-Indígena". Enfin, une centaine d'entre - eux, autour de José de la Riva Agüero, jeune professeur prestigieux, alors chef du groupe ariéliste, dont rien ne laissait alors présager la future dérive ultra-conservatrice des années 40, créèrent l'éphémère parti "Futurista", le "Partido Nacional Democrático", qui voulait régénérer la politique et construire une nation idéale.

Pour cette génération, comme le remarquait Raúl Porras Barrenechea, en 1951, dans une conférence à l'occasion du quadricentenaire de la fondation de San Marcos, le Pérou était un malade qu'il fallait soigner : "*La tendencia radical encarnada en la prédica fustigadora de González Prada y la corriente positivista, habían producido (...) la convicción de que el Perú se hallaba enfermo de lacras morales incurables, en estado de prostración y de crisis.*"⁹.

Ces contestataires libéraux et réformistes croyaient aussi qu'une patrie, une nation et une "nacionalidad" se construisent : grâce à des lois rationnelles et proches de l'ordre naturel des choses, à l'instruction publique, au service militaire, et au gouvernement d'une élite éclairée¹⁰. Convaincus de pouvoir administrer au pays les bons remèdes, ils étaient porteurs d'un rêve : celui de créer, grâce à la prétention de leur élévation morale et à leur savoir-faire technocratique, une démocratie libérale moderne idéale, qui participe pleinement au concert des nations. Ce rêve ne s'est jamais réalisé.

Si l'analyse des articles publiés dans la revue et le profil des signataires permettent bien de cerner et de comprendre les espoirs qu'ils caressaient, l'histoire de la décennie

⁹ Raúl PORRAS BARRENECHEA, *Mito, tradición y historia del Perú*, UNMSM, p. 93.

¹⁰ Pierre ROSANVALLON, in *Le sacre du citoyen*, pp. 194-198 et 202-208.

suiuante, 1920-1930, elle, montre leur absence durant cette période. Leurs destins personnels et leur participation à la politique péruvienne pendant la première moitié du vingtième siècle mettent en évidence que l'influence de leur rêve sur le devenir politique et social du Pérou, en termes de résultats, fut quasiment nulle. Les protagonistes, eux, l'ont ressenti comme un échec et l'ont exprimé comme l'effondrement d'un idéal de jeunesse, une cruauté de l'histoire et la frustration d'un rêve demeuré chimère. Ils ont pourtant crû sincèrement, autour de 1915, qu'ils étaient appelés à jouer un rôle rénovateur de premier plan sur la scène du pouvoir et de l'histoire du Pérou.

Percevoir le caractère idéaliste et irréaliste de leur projet leur était, sans doute, impossible. Avec le recul du temps, il est pour nous évident que leur idée de nation et leur vision élitiste du pouvoir, qui étaient cohérentes avec leur condition de privilégiés et la définition politique formelle de la république depuis sa fondation, allaient à l'encontre de l'évolution des idées et des mouvements de fond qui étaient à l'œuvre à travers le monde. Si leur rêve politique était réformiste et innovateur par rapport à une " República Aristocrática " corrompue, irrationnelle et oligarchique, il était, par contre, anachronique, dépassé et irréaliste par rapport à l'affirmation du social, aux nouveaux rapports de forces et à l'émergence d'une conception moderne de la démocratie et d'une interrogation sur la légitimité du pouvoir et sa représentativité.

Mais parallèlement à ce réformisme, l'exotisme de leur vision politique, leur conception archaïque du pouvoir et leur origine sociale les condamnaient à l'élitisme. Leur philosophie politique et leur conception de la démocratie étaient celles des débuts du dix-neuvième siècle français. Elles étaient plus fondées sur la défense des acquis, la réalisation d'une société idéale et la stabilité sociale que sur la construction d'une démocratie représentative et égalitaire. C'est pourquoi, ils semblent toujours avoir un souci pédagogique et un besoin de convaincre, en multipliant les arguments philosophiques (leur société est celle de la Raison, du Bien et du Beau), historiques (les racines, les traditions et les acquis), ou sociologiques (les obstacles et les dangers). Leur modèle n'est pas le consensus et la volonté générale, mais la technocratie éclairée.

Par contre, leur influence intellectuelle dans le mouvement des idées au Pérou, dans l'évolution des universités, sur l'établissement d'une tradition d'études et de recherches, en particulier dans la réflexion philosophique, historique et sociologique, fut, elle, importante. Influencés par Manuel González Prada, en ce qui concerne l'indigénisme et formés à l'école de Carlos Wiesse (Cf *Apuntes de historia crítica para la época colonial* ou *Las civilizaciones primitivas del Perú*) et de Javier Prado, dont le discours de 1894, *Estado*

social del Perú durante la dominación española, marque l'intérêt pour une approche sociologique et ethnographique de l'histoire, José de la Riva Agüero (Cf *Carácter de la literatura del Perú independiente* ou *La historia en el Perú*), Víctor Andrés Belaúnde (*El Perú antiguo y los modernos sociólogos*, *La crisis presente* ou *La realidad nacional*) et Francisco García Calderón (*El Perú contemporáneo*), ont apporté, à travers leurs premières œuvres historiques et sociologiques, un ton et un point de vue critique, qui étaient nouveaux dans le Pérou des années 1910-1920 et ont profondément marqué leurs contemporains et leurs étudiants.

Cette influence semble même, un temps, s'être confondue avec celle de l'Université dont la mission était, outre la transmission d'une culture universelle, la recherche sur la réalité péruvienne, la construction d'une conscience nationale et la régénération du pays, comme l'énonçait dans la conclusion du discours d'ouverture de l'année universitaire 1910, Pedro Oliveira, professeur à la faculté de Jurisprudence : "*...es indispensable que todos se convenzan de que la reorganización de este instituto interesa tanto a la ciencia como a la patria (...) En las épocas de crisis, dejando el terreno de la investigación pura, remontémonos a las causas de la decadencia, preparemos el resurgimiento, descubriendo el sendero que a él conduce y fecundándolo con la simiente del ideal.*" ¹¹

Ces jeunes hommes des années 1906-1920, emportés dans les tourbillons de l'histoire, frustrés par des rêves inachevés, sont les octogénaires des années soixante. Ils avaient tous disparu dans les années 80, ensevelis pour certains dans l'anonymat ou la retraite, frappés pour d'autres d'étiquettes partisans, parfois ultra-réactionnaires. Leurs travaux, leurs réflexions, leurs propositions et leurs actions, durant la période que nous avons étudiée, avaient été balayés par les césarismes, les exils, les mouvements sociaux et les luttes idéologiques des décennies suivantes, créant une amnésie chez eux, leurs contemporains et les générations suivantes.

Grâce à la critique des idéologies, rendue possible dans le dernier quart du vingtième siècle par l'avancée des sciences humaines et les bouleversements géopolitiques, nous pouvons prendre aujourd'hui la mesure de cette ambivalence des rapports entre les universitaires péruviens et le pouvoir dans ce premier quart du XX^e siècle : liens de sujétion et convenue, fondés sur l'origine sociale, les conventions et les sentiments de supériorité, mais aussi liens antagoniques d'intellectuels, inscrits dans le mouvement des idées et la modernité, qui veulent comprendre, contester et agir.

¹¹ *Revista Universitaria*, numéro de mars 1910, "La enseñanza universitaria".

Pour conclure, le discours exemplaire du 3 mai 1920, intitulé “El proceso de nuestra democracia”, à l’occasion de l’ouverture de l’année universitaire, illustre bien cette ambivalence. Cette intervention, lu devant le nouveau président - dictateur Augusto Leguía¹², touche directement à la politique et à l’expression du point de vue de l’Université sur le pouvoir et illustre bien cette ambivalence des rapports. Le texte avait été écrit par Humberto Borja y Urrutia, professeur de la faculté de Jurisprudence, et lu, en son absence, par Enrique Maravoto, devant le conseil de l’Université, le corps professoral et les étudiants.

La revue ose de ne pas publié, comme il était coutume, le discours d’Augusto Leguía en réponse à ce discours d’ouverture, et n’en fait même pas mention et le texte, en choisissant l’abstraction et le point de vue de l’analyse historique, est un exemple à la fois d’audace et de prudence¹³, ne faisant aucune allusion directe aux événements présents ou à ce qui pouvait rappeler le coup d’Etat d’Augusto Leguía.

L’auteur, s’appuyant sur l’analyse faite par Francisco García Calderón dans *Le Perou Contemporain* et celle de Víctor Andrés Belaúnde dans la “Crísis presente” et dans *La Realidad nacional* (publié dans le quotidien *El Perú*, à partir du 13 mai 1917), tous deux opposants du régime, rappelle que la République fut une période anarchique, rythmée par les prises de pouvoir, les gouvernements militaires, les dictatures et les régimes “ploutocratiques”. Il fallut attendre la constitution de 1895, pour voir, après la défaite militaire, un début de réorganisation et de démocratisation de la vie politique.

S’appuyant sur des citations des travaux d’Alejandro Deustua, d’Alfredo Solf y Muro et de Carlos Wiese, présents dans l’assemblée, de Pedro Oliveira (qui soutenait le nouveau régime et était alors ministre plénipotentiaire en Colombie), de José Antonio Encinas (tirée de son étude *Contribución a una legislación tutelar indígena*) et de Víctor Andrés Belaúnde et José de la Riva Agüero, opposants illustres en exil, Humberto Borja ose une série de propositions : la redistribution de la richesse nationale, la solution du problème indigène avec l’adoption de lois de protection, une nouvelle loi électorale qui respecte la

¹² *Revista Universitaria*, 2^e trimestre 1920. Présidée par Augusto Leguía, la délégation gouvernementale comprenait les nouveaux ministres : Alberto Salomón, qui avait fait allégeance au nouveau pouvoir (ministre de l’Instruction), Germán Leguía (président du Conseil), Melitón Porras (ministre des Relations Extérieures), le colonel Antonio M. Castro (ministre de la Guerre) et Fernando Fuchs (ministre des Finances).

¹³ Humberto Borja fait remarquer à son auditoire que : “*Esta ceremonia fué siempre un propósito para que la Universidad de San Marcos examinase y discutiera ante la consideración de la juventud y del país, los problemas esenciales de la nacionalidad*”. Et il présente le but poursuivi par son discours : “*Examinemos, pues, en virtud de qué causas de orden histórico o actual, el Perú no ha podido elevarse a la categoría de una democracia organizada, y qué hechos explican ese estado crónico de malestar colectivo que consume su economía y su vitalidad, entrabando el libre y progresivo desarrollo de sus energías materiales y morales.*” Une façon magistrale inattaquable de dénoncer la dictature.

volonté des citoyens, un parlement qui exerce sa fonction de contrôle et une refonte du système éducatif dont dépend la connaissance, mais surtout la morale individuelle et collective. Nous sommes ici dans la plus pure contestation du pouvoir personnel et d'un régime dictatorial, tout en respectant les formes et les obéissances institutionnelles.

Comme l'énonce l'auteur en conclusion : “ *No es señores una propensión pesimista para efectuar obra crítica y negativa la que ha sugerido las apreciaciones que anteceden. He procurado, dentro de un criterio de absoluta serenidad, colocarme en el proceso de nuestra visa nacional ; pero, al hacerlo, he tenido que anotar los vicios sustantivos de organización y, junto con los aciertos, los errores cometidos. Los pueblos no se restauran cuando no tienen consciencia de sus males.* ”

Compte tenu de la nature de la cérémonie et de la toute puissance de la dictature, la protestation l'emporte ici sur l'allégeance.